

SIDÉRURGIE

Le projet algéro-qatari de Bellara lancé début mars

La première pierre du complexe sidérurgique de Bellara (Jijel), un partenariat algéro-qatari, devra être posée début mars 2015. Outre la production d'engrais, la valorisation de l'or intéresse à terme le Qatar.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Le complexe sidérurgique de Bellara dans la commune d'El Milia (Jijel), un partenariat liant le groupe algérien Sider et la société qatarie Qatar Steel, sera lancé dès le mois prochain.

La première pierre de ce complexe (une aciérie et trois laminoirs) devrait être posée lors de la visite du Premier ministre du Qatar, prévue durant la première décade de mars, annonçait hier à la résidence El Mithak le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb.

A l'issue d'une réunion de travail tenue avec le vice-ministre qatari des

Affaires étrangères, chargé de la coopération internationale, Cheikh Mohamed Ben Abderrahmane Ben Al Thani, le ministre de l'Industrie, a indiqué que le conseil d'administration de l'Algerian Qatari Solb (AQS), la société mixte en charge de ce projet, tiendra une réunion le 25 février prochain.

Une réunion qui portera sur le relèvement du capital social de la société AQS, fixé initialement à 10 millions de dollars, note Abdesselam Bouchouareb qui estime qu'elle contribuera également à impulser «le démarrage effectif» de ce complexe. En effet, les contrats relatifs à la réa-

lisation des laminoirs de ce complexe, dont la construction a été confiée au groupe italien Danieli et qui permettra la création de 3 000 postes d'emplois directs et indirects, devraient être signés lors de la visite du dirigeant qatari.

D'une capacité de production initiale de 2 millions de tonnes et devant être doublée dès 2018, ce complexe est appelé essentiellement à satisfaire la forte demande domestique en rond à béton, précise le ministre de l'Industrie, même si l'exportation de ce produit n'est pas écartée à terme.

Un projet dont le développement est resté bloqué un certain temps avant d'être toutefois boosté, notamment lors de la cinquième session de la grande commission mixte algéro-qatarie, tenue en novembre 2014 à Doha. Deux autres projets de partena-

riat dans l'industrie pétrochimique, de fait la transformation de phosphate et la production de nitrate d'ammonium, ont été également examinés hier et permettront «une remontée totale dans la chaîne de valeurs», estime le ministre de l'Industrie et des Mines.

Il s'agit de la production d'engrais phosphatés et azotés à Oued Kebrit (Souk Ahras) dont les études de faisabilité sont bien avancées et devraient être finalisées d'ici juillet prochain, relèvera M. Bouchouareb qui évoque la possibilité de création d'un joint-venture. Mais aussi de la production de nitrate d'ammonium (ammonitrate) à Skikda, dans le cadre d'un partenariat entre Asmidal, Onex et la société qatarie des mines et du pétrole et dont les études de faisabilité seront également achevées d'ici la fin de l'été. Notons que ce dernier projet permettra de

satisfaire la demande du secteur de l'agriculture en engrais mais aussi les besoins du secteur de la défense nationale liés à la production d'explosifs.

Le partenariat algéro-qatari dans le domaine de la valorisation de l'or (exploitation des gisements) est également envisageable. La question a été évoquée lors de la réunion avec le vice-ministre qatari et fera l'objet d'«études», indique Abdesselam Bouchouareb, toutefois assez laconique. Notons à ce propos que l'exécutif, échaudé par l'expérience du partenariat inabouti avec des opérateurs australiens, a pris les devants.

Un cahier des charges pour la valorisation de ce minerai a été ainsi finalisé et des appels d'offres pour études devraient être lancés, en attendant le développement des compétences.

C. B.

RÉGULATION DU MARCHÉ ET MAÎTRISE DE L'INFLATION

Amara Benyounès plaide pour la création d'hypermarchés

Même si les prix des produits relèvent de la basique loi de l'offre et de la demande, la constitution d'un grand réseau de distribution et d'un nombre suffisant d'hypermarchés pourrait mettre fin aux oligopoles qui contrôlent ces produits. C'est ce qu'a proposé le ministre du Commerce.

Salah Benreguia - Alger (Le Soir) - Amara Benyounès qui s'est exprimé, hier, sur les ondes de la Chaîne III de la Radio nationale a tenu à rappeler que ce n'est plus l'Etat qui fixe la barre des prix mais bel et bien le marché. Mais en guise de solution pouvant stopper une certaine inflation non justifiée des prix de quelques produits, le ministre du Commerce préconise une plus grande régulation du marché.

«La régulation du marché demande l'ouverture d'autres hypermarchés dont le nombre ne dépasse pas les cinq aujourd'hui. Mais

aussi rattraper le retard que nous avons accusé en matière de distribution et en finir avec les oligopoles qui contrôlent certains produits», selon les propos de l'invité de la rédaction. Et d'ajouter qu'il ne peut y avoir de régulation du marché avec des «petites épiceries et supérettes». A ce propos, le ministre Benyounès affirme avoir saisi tous les walis pour qu'«ils donnent des terrains aux opérateurs qui veulent créer des hyper-marchés».

L'autre point évoqué par l'invité de la rédaction est la place du produit national. Là, M. Benyounès plaide pour «une mobilisation nationale pour défendre et protéger la consommation des produits locaux».

L'argument mis en avant est que «le patriotisme dans le monde entier s'exprime essentiellement dans le domaine économique». Et de mettre en valeur la nécessité de ne pas faire de distinction entre les entreprises publiques et privées. «Elles sont toutes des entreprises algériennes, qui emploient des Algériens et qui créent des richesses dans notre pays. Il faut les encourager,

qu'elles soient publiques ou privées», soutient le ministre.

Interrogé sur l'intention du gouvernement de maintenir ou non les subventions de certains produits, compte tenu de la tendance baissière des recettes pétrolières, la même source réaffirme que ce sont les produits de première nécessité qui sont subventionnés. Mais la question qui se pose d'elle-même est la rationalisation des dépenses qui passe inéluctablement par la réduction de la facture d'importation qui a atteint les 60 milliards de dollars. Là, M. Benyounès annonce la mise en place d'un groupe de travail qui étudiera la question des licences d'importation.

Et ces conclusions, selon le ministre, seront présentées dans quelques semaines avant de les soumettre à l'adoption de l'Assemblée populaire nationale. «Une fois ces licences d'importation mises en place, nous allons regarder de très près les produits importés pour en limiter certains qui sont couverts par la production nationale», explique-t-il encore.

S. B.

12^e ANNIVERSAIRE DE L'ONTA

Les transporteurs de voyageurs dressent leur bilan

Les animateurs de l'Organisation nationale des transporteurs algériens (Onta) plaident pour une meilleure prise en charge du secteur des transports des voyageurs.

Hier, à l'occasion de la cérémonie portant célébration du 12^e anniversaire de la création de cette organisation, les membres de l'Onta ont demandé au pouvoir de «mettre suffisamment de moyens» afin de «consolider le secteur des transports des voyageurs».

Selon des membres de cette organisation, il est temps aussi d'ouvrir le dossier concernant les lieux de chargement et de déchar-

gement des marchandises dans les villes en tenant compte de la réglementation en vigueur.

Parmi les propositions figure la révision de la tarification relative aux distances de moins de 30 kilomètres pour le transport urbain, ce qui va permettre aux transporteurs de «renouveler le parc auto, d'assurer la maintenance des véhicules et de payer les échéances aussi bien des impôts que de la

Sécurité sociale». Vu l'anarchie qui caractérise ce secteur en raison de l'absence d'un plan de transport, l'Onta exige la création de commissions au niveau des wilayas. Celles-ci auront pour mission l'examen de la procédure de délivrance des autorisations d'exploitation des lignes saturées.

Les idées jusque-là avancées par l'Organisation nationale des transporteurs algériens sont identiques à celles mises en exergue par la Fédération nationale des transporteurs. Cette dernière avait présenté, il y a une année au ministère des Transports, une série de propositions susceptibles d'améliorer les conditions de tra-

vail des chauffeurs de taxi dont l'ouverture de lignes de crédits pour élargir le parc et le changement du permis de place (pour constitution du dossier) en un permis administratif ou pouvant être loué par les handicapés afin de leur garantir un revenu à cette catégorie.

Par ailleurs, et intervenant en sa qualité de directeur général des gares routières (Sogral), M. Charef a invité les transporteurs à être à la hauteur des infrastructures mises en place par l'Etat et «saisir ainsi cette opportunité pour donner au secteur des transports des voyageurs un second souffle».

A. B.

ANIMATION ET JEUNESSE

D'importants rendez-vous prévus

Un rallye Alger-Tamanrasset et de grands campements dans plusieurs régions du sud du pays seront organisés au printemps prochain. Des activités dédiées exclusivement aux jeunes, selon le ministre de la Jeunesse.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Les différentes wilayas du pays renoueront avec les activités socioculturelles, l'animation et la convivialité. C'est du moins l'objectif tracé par le ministère de la Jeunesse.

De grands campements pour les jeunes seront ainsi organisés au sud de l'Algérie. Prévus au printemps prochain,

ce rendez-vous sera abrité par plusieurs régions telles que Timimoun, Taghit, Djanet, El Oued, Biskra, Illizi et Tamanrasset. «C'est une initiative qui permettra la mobilité des jeunes et à laquelle prendront part toutes les wilayas», a précisé Abdelkader Khomri hier, à Alger. Toujours au printemps, une autre initiative est au programme :

le rallye Alger-Tamanrasset. Un «grand évènement» pour lequel le ministère de la Jeunesse accorde beaucoup d'importance. «C'est un rallye auto-moto et le circuit est déjà prêt», assure le ministre, avant d'ajouter : «C'est un rallye de tourisme avant d'être un rallye de compétition».

Quant au lancement de la saison estivale, une caravane de jeunes artistes sillonnera le territoire national avant d'atterrir à la station finale à Alger. Une saison qui, selon le ministre, doit être préparée bien à l'avance notam-

ment pour le volet hébergement. D'autant, poursuit-il, que «la tutelle mettra à disposition tous les moyens nécessaires pour la réussite de cette saison estivale».

Réuni hier avec les directeurs de la jeunesse des 48 wilayas, le ministre a insisté sur le suivi de tous ces programmes et initiatives. Il a ainsi instruit toutes les directions de wilaya à s'impliquer et surtout à mettre en place un programme d'animation pour la prochaine saison estivale. Selon lui, 2015 doit être une année de «dynamisme»

pour la jeunesse. «La tutelle sera mobilisée pour l'accompagnement des jeunes. A vous de prendre les initiatives qui seront intéressantes pour les jeunes», dit-il en s'adressant aux directeurs de la jeunesse des wilayas.

Abdelkader Khomri a rappelé par ailleurs l'organisation prochaine du symposium pour la protection de la jeunesse ainsi que la réunion sur les jeunes aux besoins spécifiques, en collaboration avec le ministère de la Solidarité.

Ry. N.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS À M'SILA :

«Aucune taxe n'est décidée pour l'exploitation de l'autoroute Est-Ouest»

Le ministre des Travaux publics, M. Abdelkader Kadi, a réfuté en marge de sa visite de travail effectuée hier dans la wilaya de M'sila toutes les rumeurs portant sur la tarification de l'exploitation de l'autoroute. Pour le ministre, tout ce qui a été dit sur la fixation des prix d'accès à l'autoroute Est-Ouest n'a rien d'officiel.

Le ministre a bien affirmé : «Aucune personne n'est en mesure de donner un prix aujourd'hui, et s'il y a des prix qui sont sortis, c'est du faux».

Monsieur A. Kadi a expliqué que les coûts ne sont pas calculés pour l'instant tant que la totalité des réalisations n'est pas reçue. Pour la fixation de ce prix, le ministre a déclaré que le tarif sera déterminé par une étude détaillée et soumise à l'approbation du gouvernement pour en décider.

En outre, le ministre a bien expliqué que la tarification diffère d'un véhicule à un autre, selon sa catégorie et fera l'objet d'une décision du gouvernement.

A. Laïdi

Générale Emballage victime d'une cyberattaque depuis le Maroc

Après les attaques perpétrées contre le réseau informatique du palais présidentiel d'El-Mouradia, il y a de cela quelques semaines, voici que les hackers marocains reviennent à la charge en visant l'économie algérienne, via ses entreprises industrielles les plus importantes.

En effet, nous avons appris dans l'après-midi d'hier que le site de la société Générale Emballage, basée à Akbou, a été victime d'une cyberattaque depuis le royaume du Maroc.

A l'ouverture du blog de l'entreprise privée spécialisée dans le carton ondulé, les hackers marocains se sont permis le «luxe» d'insulter l'Algérie, de proférer des obscénités à l'encontre de son peuple et de crier à qui veut les entendre que le Sahara est marocain.

Devant cette inédite situation, les responsables de Générale Emballage comptent saisir, dans les plus brefs délais, un collectif d'avocats à Alger spécialisés dans le domaine de la cybercriminalité aux fins de porter plainte contre ces hackers.

Kamel Gaci